

Note de synthèse



© IFAD Steven M. Lellfeld



© FAO Ami Vitale

1. Contexte et principaux enjeux

2. Récents développements

Accords de partenariat de pêche durable

Cohérence avec la politique de développement de l'UE

Cohérence avec la politique commerciale

Mise en œuvre de la réglementation de l'UE sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

3. Implications pour les pays de l'océan Indien

Promouvoir la gestion des pêcheries régionales en tant que base pour le développement des pêcheries locales

Développement d'une réponse appropriée à la demande de l'UE pour des produits de la pêche durables

Promotion des investissements privés dans le développement des pêcheries durables

Les nouvelles politiques de pêche de l'UE dans l'océan Indien : les problèmes qui se posent aux pays ACP

1. Contexte et principaux enjeux

Depuis 2013, les relations de pêche des pays ACP de l'océan Indien et de l'Afrique orientale avec l'UE sont globalement axées sur l'exploitation et le commerce du thon, même si elles couvrent également le commerce de poissons d'eau douce (la perche du Nil dans le lac Victoria) et d'autres produits (tels que la crevette et le poulpe).

« La flotte de pêche au thon de l'UE, qui représente plus de 40 % de la capacité de pêche de la flotte extérieure de l'UE, est un des acteurs clé dans l'océan Indien »

La flotte de pêche au thon de l'UE, qui représente plus de 40 % de la capacité de pêche de la flotte extérieure de l'UE,

est un des acteurs clés dans l'océan Indien, où elle opère en haute mer en vertu de cadres réglementaires internationaux – en particulier la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI). La flotte européenne opère également dans les zones économiques exclusives (ZEE) des pays côtiers, notamment les pays ACP, en vertu d'accords de partenariat de pêche durable (APPD) ou de licences privées. Il convient de noter qu'une série de thoniers-senneurs européens battent aujourd'hui pavillon des Seychelles. L'UE est également le plus grand marché pour le thon en conserve, dont une partie provient de l'océan Indien, où les entreprises de l'UE ont investi dans des installations de transformation (en particulier aux Seychelles et à Maurice).

Bien que les APPD bilatéraux entre l'UE et les pays de l'océan Indien et de l'Afrique orientale restent un élément clé des relations de pêche, l'accent mis sur les stocks migratoires de thon, partagés par l'ensemble de la région, implique que la dynamique régionale a une influence majeure sur les relations de pêche de l'UE avec l'océan Indien. L'UE finance des projets régionaux, tels que Smartfish, sous les auspices de la Commission de l'océan Indien (COI), qui s'occupe, entre autres choses, de l'harmonisation des conditions d'accès.

Mis à part la Réunion, l'UE a conclu un accord de partenariat de pêche (APP) avec tous les autres membres de la COI (Seychelles, Maurice, Comores et Madagascar), et un avec le Mozambique (qui ne fait pas encore partie de la COI). Au cours des 12 derniers mois, le grand événement a été l'entrée en vigueur d'un nouveau protocole d'APPD Seychelles-UE. Un accord d'accès a également été paraphé pour permettre à la flotte thonière des Seychelles, composée de senneurs d'origine espagnole, de pêcher dans les

eaux de Mayotte (une des régions les plus éloignées de l'UE aujourd'hui). Au cours de cette dernière année, l'UE et Madagascar ont aussi paraphé un protocole de quatre ans à leur APPD, et l'UE a entamé des négociations avec le Mozambique pour le renouvellement de leur protocole d'APPD. Des discussions sur des négociations d'APPD potentielles entre l'UE et le Kenya et la Tanzanie ont également été organisées.

« La meilleure transparence introduite au titre du nouvel APPD UE-Seychelles fournira une meilleure information publique et facilitera l'harmonisation des conditions d'accès à travers la région »

Les activités de pêche des navires étrangers et nationaux dans l'océan Indien ont été sérieusement affectées par l'augmentation des actes de piraterie, certains thoniers européens quittant l'océan Indien au profit de l'Atlantique. Une coalition régionale, avec l'appui de l'opération Atlanta de l'UE, a réussi à faire baisser les actes de piraterie.

2. Récents développements

Accords de partenariat de pêche durable

APPD UE-Seychelles

Un nouveau protocole d'APPD, couvrant l'accès au thon et aux espèces liées au thon, est entré en vigueur début 2014 et sera applicable pendant six ans. Plusieurs éléments du protocole d'APPD (dont certains faisaient partie des protocoles précédents) ont été commentés par le directeur de la Seychelles Fishing Authority, à savoir :

- les progrès significatifs réalisés en termes de suivi et de contrôle, avec l'introduction d'un système électronique pour l'enregistrement des données de capture, qui offre un accès plus rapide et plus fiable aux données sur les niveaux de capture pour les Seychelles ;
- l'utilisation du soutien sectoriel de l'APPD dans les Seychelles afin d'améliorer les services pour les senneurs pêchant au titre de l'APPD (par exemple en débarquant les captures et les filets), ainsi que de bâtir l'infrastructure pour les pêcheries artisanales, les populations locales dépendant fortement de ce secteur pour l'approvisionnement en poisson frais ;
- l'introduction d'une clause sociale basée sur la reconnaissance de la nécessité de former les membres d'équipage afin qu'ils puissent avoir les qualifications formelles qui amélioreront leur statut professionnel ;
- la meilleure transparence introduite au titre du nouvel APPD avec les Seychelles, les autorités des Seychelles s'engageant à publier tous les accords de pêche conclus avec les pays étrangers, tel que recommandé par la CTOI. Cela fournira une meilleure information publique et facilitera l'harmonisation des conditions d'accès à travers la région (voir [Agritrade Un entretien avec Philippe Michaud, Président de la Seychelles Fishing Authority](#), 5 mai 2014).

Accord d'accès Seychelles-Mayotte

Les eaux de Mayotte ont été placées sous la juridiction de l'UE lorsque Mayotte est devenue une région ultrapériphérique de l'UE le 1er janvier 2014. Étant donné que huit senneurs (d'origine espagnole) enregistrés dans les

Seychelles pêchent dans les eaux de Mayotte, les Seychelles, en tant qu'État du pavillon, ont dû négocier un accord d'accès avec l'UE pour continuer à accéder aux eaux de Mayotte. L'UE et les Seychelles ont paraphé avec succès un accord d'accès aux pêcheries pour les six prochaines années contre le paiement de licences et de redevances par les armateurs. Il s'agit du premier accord inter-gouvernemental octroyant le droit aux navires d'un pays tiers de pêcher dans les eaux de l'UE contre le paiement de redevances. L'accord promouvra des « efforts conjoints visant à maintenir et à élargir la gouvernance générale en matière de pêche, fondée sur les normes les plus élevées de durabilité, de transparence, de contrôle et de suivi des flottes respectives », et « servira de référence pour des accords similaires d'accès aux ressources halieutiques entre des États souverains de la région et pour l'approche en matière de gestion de l'ensemble de la pêche au thon dans l'océan Indien » (voir article *Agritrade* « [L'UE et les Seychelles paraphent l'accord d'accès pour les activités de pêche des navires des Seychelles dans les eaux de l'UE](#) », 13 janvier 2014).

Ceci fait référence à une flotte de senneurs ayant changé de pavillon pour battre pavillon des Seychelles il y a quelques années. Comparé aux navires similaires de l'UE pêchant dans le cadre d'un accord de pêche, les senneurs d'origine européenne battant pavillon des Seychelles paient plus que lorsqu'ils pêchent en vertu d'un accord (mais, dans le cas d'un accord, la contribution publique de l'UE via le soutien sectoriel vient s'ajouter aux bénéfices du pays côtier). Toutefois, le changement de pavillon offre aux armateurs une meilleure garantie de perpétuer leur accès aux ressources, et donc leur activité. Parfois, on considère qu'un navire ayant changé de pavillon est mieux intégré

dans l'économie nationale : le navire décharge ses captures localement et effectue les réparations nécessaires dans le port local (voir *Agritrade* [Un entretien avec Philippe Michaud, Président de la Seychelles Fishing Authority](#), 5 mai 2014).

APPD UE-Mozambique

Le protocole à l'APP UE-Mozambique existant autorise 43 senneurs et 32 palangriers à pêcher dans la ZEE du Mozambique. En 2013, l'UE et le Mozambique se sont rencontrés à Maputo pour ouvrir des négociations pour le renouvellement du protocole à l'APPD qui doit expirer le 31 janvier 2015.

« Le Mozambique est le premier pays à recevoir, à travers l'accord avec l'UE, des données de capture par un système électronique de transmission »

Une évaluation *ex post ex ante* de la Commission européenne (CE), publiée avant les négociations, a mis en lumière certains aspects insatisfaisants du dernier protocole (notamment le non-emploi d'équipages mozambicains et l'absence d'utilisation des ports du pays), qui montrent que « l'Accord a peu contribué au développement économique local ». L'évaluation a recommandé que ces problèmes soient abordés à l'avenir. Côté positif, l'évaluation a souligné que le Mozambique était le premier pays de l'histoire des APP de l'UE à recevoir des données de capture par un système électronique de transmission, notant que le Mozambique envisage d'élargir ces dispositions à tous les autres navires de pêche étrangers pêchant dans sa ZEE.

L'évaluation a également fait apparaître des opérations douteuses entreprises (au moins jusqu'en 2012) par quatre chalutiers battant pavillon du Por-

tugal en vertu de contrats d'affrètement. Les activités de ces quatre navires semblent ne pas relever de l'APP et, par conséquent, pourraient être contraires à la clause d'exclusivité de l'accord (voir article *Agritrade* « [Le protocole d'APP Mozambique-UE évalué](#) », 23 juin 2014).

Ces négociations arrivent à un moment où le Mozambique a clairement l'ambition de développer sa flotte de pêche thonière : un plan de développement de la flotte soumis à la CTOI début 2013 envisage l'introduction de 130 thoniers sous pavillon mozambicain au cours des 15 prochaines années. Le plan de développement de la flotte du Mozambique a noté qu'actuellement 130 licences pour le thon sont allouées chaque année aux flottes thonières étrangères. La première étape dans la stratégie thonière du Mozambique consiste à remplacer les navires de pêche au thon étrangers par des navires « pêchant directement pour le Mozambique, que ce soit par des contrats d'affrètement ou par un changement de pavillon ». Un autre aspect de la stratégie mozambicaine est d'exiger que les thoniers opérant dans les eaux nationales débarquent toutes leurs captures dans les ports locaux.

Dans un premier temps, le Mozambique a commandé 30 navires auprès d'un chantier naval français, financés par un emprunt de 500 millions \$US contracté auprès d'une entreprise mozambicaine nouvelle, Ematum. Bien que techniquement Ematum soit une entreprise privée, ses trois actionnaires sont des organismes publics (voir article *Agritrade* « [Le Mozambique entend consolider sa propre flotte de pêche au thon](#) », 11 novembre 2013).

Les cinq premiers navires, prévus pour commencer à pêcher en 2014, devraient capturer 1 500 tonnes de thon par an. Ematum ne sera

pleinement opérationnelle qu'à partir de 2015 avec l'arrivée de 16 navires de pêche supplémentaires.

Le ministre mozambicain de la pêche a souligné que d'autres investissements sont également réalisés. Par exemple, un total de 15 projets de pêche au thon, incluant des usines de transformation, ont récemment été présentés par des investisseurs mozambicains et des investisseurs étrangers de pays tels que l'Indonésie, la Chine, la Corée du Sud et le Portugal. Ceux-ci contribueront à la création de nouveaux emplois qui devraient aider à réduire la pauvreté dans certaines régions côtières. D'autres investissements dans le secteur de la pêche de la région, estimés à environ 10 millions \$US, ont été identifiés par des entreprises de Chine et du Portugal pour capturer la crevette, le homard et le mérou aux fins d'exportation (voir article *Agritrade* « [Le Mozambique entend consolider sa propre flotte de pêche au thon](#) », 24 septembre 2014).

APPD UE-Madagascar

L'UE et le Madagascar ont paraphé un protocole de quatre ans à l'APPD entre l'UE et Madagascar. La compensation financière de l'UE pour cet accord est d'environ 6 millions € sur quatre ans. Les armateurs doubleront leur contribution aux coûts d'accès. Il y aura également une augmentation générale du prix payé par tonne. La part de la contribution réservée au soutien sectoriel a également augmenté à 700 000 € par an contre 550 000 € dans le protocole précédent. D'après la CE, comparés à la situation actuelle, les bénéfices financiers globaux seront supérieurs de 20 %.

L'évaluation *ex ante* et *ex post* de la CE incluait une série de recommandations, notamment sur l'amélioration du mécanisme de validation pour les captures

de thon. Pour traiter cette question, le nouveau protocole propose certaines améliorations techniques liées au suivi et à la déclaration des captures, à savoir :

- des déclarations de capture et d'effort de pêche trimestrielles ;
- la mise en place des conditions pour la transmission électronique quotidienne des données de capture ;
- des observateurs à bord et une définition claire des limites des zones de pêche malgaches.

La CE a souligné que le protocole paraphé est « totalement conforme à la stratégie nationale récemment adoptée par Madagascar pour les pêcheries au thon et soutenue par le programme régional » (voir article *Agritrade* « [L'UE et Madagascar conviennent d'un nouveau protocole d'APPD](#) », 22 septembre 2014).

Le point sur les discussions de l'UE avec le Kenya

Mis à part les APP existants, la CE a lancé une évaluation *ex ante* pour une négociation potentielle d'APPD avec le Kenya et la Tanzanie, mais aucune mesure supplémentaire n'a été prise en ce sens.

« Une question critique est le rôle qu'un APPD UE-Kenya pourrait jouer pour maximiser les bénéfices économiques et sociaux »

D'après un représentant du secteur de la pêche industrielle kényan, le prix à payer pour le poisson capturé est également un aspect clé des négociations. Toutefois, il a également été précisé que les relations du secteur de la pêche doivent être développées dans une perspective à long terme,

mettant l'accent sur la promotion du développement d'un secteur de la pêche local durable. Une question cruciale dont il faut discuter est le rôle qu'un APPD avec l'UE pourrait jouer pour maximiser les bénéfices économiques, sociaux et en termes de sécurité alimentaire retirés par le pays côtier de l'accès aux pêcheries. Une approche à long terme axée sur le développement est par conséquent privilégiée au Kenya.

Il est reconnu qu'une partie des négociations d'APPD devrait être entreprise au niveau régional, au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), en veillant à ce que la région puisse « participer plus efficacement à la chaîne d'approvisionnement mondiale des produits de la pêche ». L'APPD UE-Kenya devrait être basé sur le potentiel de captures estimé de l'ensemble de la région, et pas simplement sur le positionnement géographique actuel de la récolte de cette biomasse migratoire. S'agissant du soutien sectoriel de l'APPD, le projet de stratégie de gestion du thon développé par le ministre kényan de la pêche pourrait être utilisé en tant que cadre général, et le suivi, le contrôle et la surveillance (MCS), la recherche et le soutien à la pêche artisanale seraient les principaux axes de soutien (voir *Agritrade* [Entretien avec Peter Sol Rogers](#), 9 mars 2014).

Cohérence avec la politique de développement de l'UE

En ce qui concerne la question de la complémentarité entre le soutien sectoriel de l'APPD et les programmes du Fonds de développement européen (FED), il apparaît que les pêcheries ne sont pas souvent une priorité dans les dépenses du FED. Le secteur de la pêche semble ne pas avoir

beaucoup de poids politique car sa valeur n'est pas suffisamment visible. Les Seychelles ont été citées en exemple : lorsqu'on parle de statistiques économiques des Seychelles, on parle principalement de tourisme, même si la pêche a un poids économique équivalent. La collecte d'informations et de données devrait être améliorée, non seulement sur les pêcheries, mais également sur les « effets secondaires ». Par exemple, dans les Seychelles, 60 % des conteneurs sur les cargos quittant le port commercial transportent du thon en conserve produit dans les Seychelles pour l'exportation. Le thon est littéralement le pilier du trafic cargo, mais cela n'est pas suffisamment connu ou visible.

« Pour visibiliser le secteur de la pêche, la collecte d'informations et de données devrait être améliorée, non seulement sur les pêcheries, mais également sur les "effets secondaires" »

Le débarquement local des captures de thon – un point sur lequel les pays ACP insistent souvent en négociant un APPD – requiert un investissement majeur dans les installations de débarquement, ce qui peut être facilité par le soutien de l'UE. Ainsi, les thoniers viendront au port si celui-ci est bien équipé, si les services portuaires sont compétitifs et si les chambres froides et les conserveries répondent à des normes strictes. Actuellement, aux Seychelles, même si de nombreux senneurs débarquent à Victoria, il y a encore trop peu de palangriers, du fait de l'absence d'infrastructure adéquate, notamment de chambres froides à – 60 °C pour maintenir une fraîcheur optimale (voir [Agritrade Un entretien avec Philippe Michaud, Président de la Seychelles Fishing Authority](#), 5 mai 2014).

Cohérence avec la politique commerciale

Les accords de politique commerciale de l'UE permettant aux producteurs de l'océan Indien et de l'Afrique orientale d'acheter du thon dans des quantités appropriées revêtent une importance fondamentale. Dans ce contexte, les questions entourant les règles d'origine sont toujours très sensibles, même si elles se traduisent différemment à travers les pays de la région.

Dans le cas de la CAE, lors des négociations d'accord de partenariat économique, les acteurs n'étaient pas tous d'accord sur l'origine locale du poisson capturé dans la ZEE, cette reconnaissance étant requise par les pays de la CAE pour pouvoir utiliser au mieux les ressources de leur ZEE. Le compromis convenu était que la section pêche du protocole des règles d'origine au sein de l'APE incluait une dérogation automatique pour 5 000 tonnes de longes de thon cuites. Cette dérogation automatique est « uniquement une bouée de sauvetage » d'après les représentants de l'industrie kényane de la transformation de poisson. L'utilité de la dérogation a été remise en question puisque les longes qui peuvent être achetées au titre de la dérogation « sont transformées à partir d'une matière première qui, en moyenne, coûte 10 % de plus par tonne que le poisson capturé localement » (voir [Agritrade Un entretien avec Peter Sol Rogers, responsable de la politique commerciale et du développement des entreprises chez Wanainchi Marine Products, \(K\) Ltd](#), 9 mars 2014).

Dans le cas des Seychelles, une grande partie du thon d'origine, conformément aux règles d'origine existantes pour le poisson, est débarquée au port de Victoria, et, par conséquent, les règles d'origine

en tant que telles ne posent pas beaucoup de difficultés. Toutefois, l'augmentation de la demande des importateurs pour certains produits spécifiques tels que le thon pêché à la ligne (présenté comme étant capturé d'une manière plus écologique) est un défi. Si seule une dérogation similaire est possible pour répondre au problème, elle aurait une valeur limitée puisque les tonnages impliqués seraient limités, et cela freinerait les possibilités de développement de l'industrie de la pêche des Seychelles en réponse à ce marché en plein essor (voir [Agritrade Un entretien avec Philippe Michaud, Président de la Seychelles Fishing Authority](#), 5 mai 2014).

« Pour faire face à la demande européenne, les Seychelles et le Ghana ont signé un accord pour acheter du thon l'un à l'autre pour exporter en franchise de droits vers l'Europe, afin de doper leurs exportations »

Pour traiter ce problème urgent, les Seychelles et un autre pays ACP transformant le thon, le Ghana, ont signé un accord administratif qui prévoit que les deux pays achètent du thon l'un à l'autre pour exporter en franchise de droits vers l'Europe, afin de doper leurs exportations. Les captures de thon des deux pays atteignent leur niveau maximum à des époques différentes de l'année, donc lorsque c'est la basse saison pour les Seychelles, l'île pourra compléter son stock de matière première avec des produits du Ghana afin de répondre à la demande de l'UE, et vice versa pour le Ghana. Mais surtout, le Ghana et les Seychelles ont le même système de traçabilité et les mêmes normes sanitaires et phytosanitaires (SPS), ce qui signifie que toutes les exigences techniques pour l'exportation vers l'UE sont déjà en place.

L'accord entre les deux pays a été facilité par le fait que la conserverie de thon des Seychelles, Indian Ocean Tuna Ltd, est détenue à 40 % par le gouvernement des Seychelles et à 60 % par MW Brands, la plus grande conserverie de thon de l'UE (elle-même détenue par Thai Union Frozen Products), qui détient également les plus grandes conserveries du Ghana (Pioneer Food Cannery). Les deux installations produisent du thon en conserve et des longues de thon (voir article *Agritrade* « [Le Ghana et les Seychelles vont coopérer pour stimuler les exportations de thon vers l'UE](#) », 22 juillet 2014).

Mise en œuvre de la réglementation de l'UE sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

En 2013, les Seychelles étaient le premier pays ACP à formellement ratifier l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port (PSMA) de la FAO, un accord international clé destiné à empêcher le poisson capturé de manière illicite d'entrer sur le marché. Avec le PSMA, les pays signataires de l'accord doivent entreprendre un certain nombre de démarches pratiques pour refuser l'entrée au port et l'accès aux services du port aux navires étrangers de pêche et de transport qui ont pratiqué une pêche illégale ou qui l'ont soutenue (en approvisionnant en carburant, par exemple). Le PSMA devrait entrer en vigueur après la ratification ou l'adhésion de 25 membres de la FAO. Le gouvernement des Seychelles est le septième à ratifier le PSMA, après le Chili, l'Union européenne, Myanmar, la Norvège, le Sri Lanka et l'Uruguay.

Le gouvernement des Seychelles a indiqué dans un communiqué de presse qu'« en tant que port important

pour la pêche au thon dans la région, où 85 % du thon pêché dans le sud-ouest de l'océan Indien est débarqué ou transbordé, il est important pour les Seychelles de contribuer à cet effort mondial de lutte contre la pêche illégale ». Étant donné que la lutte contre la pêche INN devient un élément de plus en plus important des relations ACP-UE dans le secteur de la pêche, notamment à travers les APP, les pays ACP devraient profiter de cette opportunité pour mobiliser un soutien de la part de l'UE afin d'assurer la bonne mise en œuvre du PSMA à l'avenir (voir article *Agritrade* « [Les Seychelles, premier pays ACP à ratifier l'accord des Nations-Unies sur les mesures du ressort de l'État du port contre la pêche INN](#) », 19 août 2013). En 2014, le Mozambique est devenu le huitième pays à ratifier le PSMA de la FAO.

3. Implications pour les pays de l'océan Indien

Promouvoir la gestion des pêcheries régionales en tant que base pour le développement des pêcheries locales

Afin d'augmenter les bénéfices locaux tirés de l'exploitation des ressources thonières migratoires, certains pays ACP d'Afrique orientale et de l'océan Indien ont poursuivi avec succès toute une série de stratégies. Parmi celles-ci, il y a le développement de la capacité de la flotte locale en constituant une nouvelle flotte (Mozambique), en changeant le pavillon de certains navires (Mozambique

et Seychelles), et en promouvant les débarquements locaux.

« Les bénéfices de la localisation des opérations de pêche ne peuvent être maintenus que si les stocks halieutiques restent sains et qu'ils ne sont pas surexploités »

Toutefois, les bénéfices de la localisation des opérations de pêche ne peuvent être maintenus que si les stocks halieutiques restent sains et qu'ils ne sont pas surexploités. Lorsque le développement de la capacité de pêche locale est obtenu en changeant le pavillon ou en concluant des contrats d'affrètement avec des navires déjà actifs dans la pêcherie, cela peut ne pas changer la capacité de pêche globale dans la région. Toutefois, la mise en place d'une toute nouvelle flotte thonière peut engendrer une augmentation de la capacité de pêche au thon dans la région, et il sera nécessaire d'analyser quels impacts cette augmentation de la capacité aura sur la santé des stocks thoniers et, enfin, sur les bénéfices à long terme retirés par les pays d'Afrique orientale et de l'océan Indien de la localisation des activités de pêche. Il est capital de s'assurer que la capacité de pêche globale déployée reste conforme aux ressources disponibles.

Une approche régionale est requise pour les espèces hautement migratoires telles que le thon. Il conviendra d'examiner de près comment l'UE peut accroître son soutien pour la coordination et la coopération des politiques de pêche des pays d'Afrique orientale et de l'océan Indien, y compris les questions de gouvernance, recherche et MCS. Jusqu'à présent, l'UE a soutenu plusieurs programmes régionaux axés sur ces questions, tels que le programme régional de l'océan Indien

contre la pêche INN (impliquant un échange automatique d'informations, un système MCS amélioré, des opérations de contrôle conjointes, etc.), et l'initiative Smartfish plus récente, mettant l'accent sur la gouvernance et la gestion durable des pêcheries. Des programmes similaires pourraient être soutenus dans d'autres régions ACP confrontées aux mêmes défis, telles que l'Afrique de l'Ouest.

En complément de ces efforts, des progrès ont été récemment enregistrés dans les APPD bilatéraux individuels au travers de l'introduction d'une transmission électronique quotidienne des données de capture, et/ou la clarification de la délimitation des « zones grises » des ZEE de certains pays ACP. Ces innovations devraient progressivement se généraliser à la région, et aussi à tous les accords de pêche étrangers.

« Le développement de l'aquaculture dans la région doit être jugé comme complémentaire pour contribuer à une meilleure sécurité alimentaire locale/régionale et à une plus grande résilience des communautés rurales/côtières »

Dans la région Afrique orientale/océan Indien, le secteur du thon n'est pas le seul sous-secteur de la pêche fournissant des emplois et des revenus ; le secteur artisanal contribue grandement à maintenir le tissu social des communautés côtières, mais son accès aux ressources a besoin de protection, y compris contre les incursions des chalutiers. Le développement de l'aquaculture dans la région doit être jugé comme complémentaire d'autres sous-secteurs de la pêche, contribuant à une meilleure sécurité alimentaire locale/régionale et à une plus grande résilience des communautés rurales/côtières. Cela exige d'accorder une

attention particulière aux conflits potentiels entre les zones de pêche et l'aquaculture (par exemple en ce qui concerne l'occupation des régions côtières).

Développement d'une réponse appropriée à la demande de l'UE pour des produits de la pêche durables

Dans les pays de la région Afrique orientale/océan Indien, le plus grand défi auquel est confronté le secteur privé est de garantir un approvisionnement de sa matière première, à savoir le thon. Ce défi est d'autant plus important pour les produits qui doivent être approvisionnés à partir d'activités de pêche plus écologiques – un segment de marché qui se développe rapidement, en particulier dans l'UE.

Pour diverses raisons, un approvisionnement de thon satisfaisant aux règles d'origine actuelles est susceptible de devenir de plus en plus complexe pour les transformateurs et exportateurs d'Afrique orientale et de l'océan Indien. Ceci est dû à :

- l'absence de débarquements de thon dans les ports locaux ;
- la perspective d'une surexploitation des ressources ou, à l'inverse, une réglementation trop stricte – qui conduit à des niveaux de capture inférieurs ; ou
- l'absence de la matière première adaptée (en particulier de thon pêché à la ligne).

L'utilisation d'un engin de pêche plus sélectif, comme sur les canneurs, est susceptible de devenir plus attractive d'un point de vue commercial dans les marchés de l'UE, en particulier

avec l'entrée en vigueur des nouvelles exigences d'étiquetage liées au type d'engin de pêche déployé. Dans ce contexte, il sera important de soutenir les pêcheurs, les conserveries et les usines de transformation des longes situées dans la région pour développer leur production de thon conformément à ces normes, afin de maintenir ou d'augmenter leurs parts sur les marchés de l'UE. À cet effet, des leçons pourraient être tirées de l'expérience acquise avec l'accord entre le Ghana et les Seychelles, consistant à faire appel à la matière première de l'un ou de l'autre à différents moments de l'année.

Il convient de noter, cependant, que les défis devant être relevés par les producteurs de la région dépassent les questions de durabilité. Pour l'heure, les défis les plus importants restent les exigences SPS et la réglementation INN. Un système visant à promouvoir le commerce de « thon durable » qui ne tiendrait pas compte de ces aspects courrait le risque que certains produits – capturés autrement mais de manière durable – ne se voient interdire l'accès aux marchés de l'UE.

Les pays ACP qui envisagent de conclure un accord (par ex. le Ghana avec les Seychelles) devront se conformer à ces exigences non tarifaires avant de pouvoir compter sur les matières premières de l'autre pour optimiser leur accès aux marchés de l'UE. Ce qui signifie qu'une coopération technique doit être établie pour garantir la compatibilité des systèmes de traçabilité des pays impliqués dans l'accord. Cela facilitera l'échange d'informations, comme c'est le cas entre le Ghana et les Seychelles, puisque les deux pays ont les mêmes systèmes de traçabilité en place. En outre, la pêche INN doit être traitée avec les pays coopérants potentiels.

Si l'approvisionnement en poisson d'un des partenaires provient d'un pays inscrit sur la liste noire (comme ce fut le cas pour les navires battant pavillon du Belize approvisionnant la conserverie ghanéenne), alors ce poisson ne pourra pas être utilisé pour compléter le volume de poisson exporté par le pays sur le marché de l'UE.

Promotion des investissements privés dans le développement des pêcheries durables

Comme le montrent les récents développements aux Seychelles et au Mozambique, les relations de pêche entre l'UE/les opérateurs des États membres de l'UE et les pays d'Afrique orientale et de l'océan Indien dépassent largement le cadre de l'accès des navires thoniers de l'UE à leurs eaux.

Plus particulièrement, les entreprises privées de l'UE sont impliquées dans des projets d'investissement non seulement dans les pêcheries thonières mais aussi d'autres espèces (par ex. les crevettes, le homard et le mérou) destinées à être

exportées vers les marchés internationaux, dont vraisemblablement les marchés européens.

Dans la mesure où la protection des investissements privés de l'UE dans les pays tiers – depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne – est une compétence de l'UE, on peut se demander si l'UE n'a pas un rôle à jouer en veillant à ce que ces investissements dans les pêcheries ACP soient protégés. Pour les investissements dans les pêcheries, cela impliquerait d'assurer leur compatibilité avec l'exploitation durable des pêcheries. Le soutien sectoriel fourni dans le cadre des APPD – et de plus en plus souvent complété par des actions entreprises au titre du FED –, axé sur l'amélioration des capacités du pays partenaire pour développer des pêcheries durables (par ex. la recherche, le suivi, le contrôle et la surveillance, le soutien au secteur artisanal, la conformité aux règlements sanitaires et phytosanitaires), pourrait contribuer à fournir au pays partenaire les outils dont il a besoin pour s'assurer que ces investissements privés génèrent effectivement des bénéfices sociaux et économiques à long terme.

Principales sources

1. CE, « Fisheries partnership agreements », page d'accueil

http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/agreements/index_en.htm

2. Conseil consultatif régional de pêche de flotte lointaine de l'UE (LDRAC), page d'accueil

http://chil.org/pesca/group/ldac/page/ldac_main_eng

3. CE, « Illegal fishing (IUU): The EU rules to combat illegal, unreported and unregulated fishing », page d'accueil

http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/illegal_fishing/index_en.htm

4. International Seafood Sustainability Foundation, site web

<http://iss-foundation.org/>

5. Comité européen interprofessionnel du thon tropical

<http://www.eurothon.eu/>

6. Commission des thons de l'océan Indien

<http://www.iotc.org/>

7. Commission de l'océan Indien (COI), Projet SmartFish

<http://www.commissionoceanindien.org/activites/smartfish/>

À propos de cette note de synthèse

Cette note de synthèse a été publiée en décembre 2014. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvés en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Centre technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Les Pays-Bas
Tél : +31 (0) 317 467 100
E-mail: cta@cta.int - www.cta.int